

«Le groupe des «dirigeants» constitue en URSS une classe, une classe de la société soviétique que l'on dissimule. Dans la mesure où la place de cette classe dans le système de production est prépondérante, où elle dispose des moyens de production, où son rôle dans l'organisation sociale du travail est directeur, il s'agit de la classe dominante de la société soviétique, chose que l'on cache au monde».

C'est cette thèse, démarquée volontairement terme à terme d'une définition des classes sociales fournie par Lénine, que Michael Voslensky a entrepris de démontrer dans son livre, *La Nomenklatura*.

Mais de qui s'agit-il ? Selon un mensuel soviétique intitulé *L'édification du Parti*, «la nomenklatura constitue la liste des postes les plus importants (...) La Nomenklatura comprend des personnes occupant des postes clefs». Définition «purement formelle», souligne Voslensky, qui s'attache à dévoiler l'objet contenu sous cet emballage. Il connaît d'assez près ce monde, en ayant fait partie (avant d'enseigner en Allemagne de l'Ouest et en Autriche) pour en décrire le mode de vie avec un grand luxe de précisions : salaire officiel dix fois plus élevé que celui de l'ouvrier moyen, trafic de devises, cantines et magasins réservés, abondamment pourvus en produits de luxe, alors que la masse du peuple manque souvent du nécessaire, corruption effrénée et vénalité des charges. Sans compter les «datchas» somptueuses, les vacances organisées dans des domaines luxueusement aménagés... L'auteur conclut cette partie de son ouvrage par une question pertinente : ce groupe social que ses conditions de vie mettent si loin au-dessus du commun des mortels, qui prend un soin tout particulier, dans la vie courante, de

# La classe dirigeante en URSS

A propos de l'ouvrage : *La Nomenklatura*

*La Nomenklatura* (Les privilégiés en URSS) - Ed. Belfond - 463p

s'entourer de multiples barrières lui évitant d'avoir à frayer si peu que ce soit avec ses concitoyens, qui affiche un mépris si ouvert pour sa classe d'origine, lorsqu'elle est populaire (ouvrière ou paysanne), comment peut-il se prétendre le représentant du peuple ? «N'est-ce pas en réalité la classe des nomenklaturistes, cette classe de fonctionnaires déclassés qui est devenue elle-même, du fait de sa nature profonde et de son mode de vie, une classe de solitaire ? Peut-on caractériser de manière plus pertinente une classe d'individus qui sont parvenus à vivre en étrangers dans le pays qu'ils gouvernent ?»

## Nomenklaturiste à vie

Ils sont environ — en comptant leurs familles — trois millions, soit 1,5 % de la population du pays, qui partagent à des degrés divers ce mode de vie. Ce sont eux-mêmes, par le biais du système des «recommandations», qui décident de qui fera partie de leurs rangs : les élections qui peuvent avoir lieu ensuite ne sont que pure mascarade. Une fois cooptés de cette manière, les voici nomenklaturistes à vie : «Cette immuabilité s'explique par le mode de recrutement : chaque nomenklaturiste fait partie de la nomenklatura d'un organe de direction précis du Parti. C'est cet organe et lui seul qui pourra le révoquer. Comme aucun membre du Parti n'a le droit d'être chômeur, l'organe de direction est dans l'obligation non pas de le révoquer, mais de le muter sur un autre poste. Ce nouveau poste ne pourra être qu'un poste de la nomenklatura car l'organe de direction ne nomme qu'à ce genre de poste... La chaîne «révocation, mutation, nouvelle installation» garantit à tout nomenklaturiste, même notoirement défaillant, une place dans la classe dirigeante : l'organe de direction en colère pourra bien l'expédier dans le désert, elle l'expédiera tout de même sur un poste de direction du désert.»

Voslenski ne l'ignore pas, «le caractère héréditaire des charges

n'est pas nécessairement l'attribut d'une classe»; cependant, «toute classe dominante en consoulation vise à transmettre ses privilèges à ses enfants». D'ores et déjà, «il serait bien difficile (...) d'enfants de familles de la nomenklatura qui se retrouvent ailleurs que sur un poste de la nomenklaturé ou mariés avec un nomenklaturiste». Pourvoient notamment à ce résultat toutes les «écoles spéciales», tous les «établissements réservés», que peuvent seuls fréquenter «les enfants de la nomenklatura qui se préparent à occuper des postes de responsabilité au sein de celle-ci».

## L'Etat, appareil de la classe dominante

Il ne faudrait pas imaginer que Voslenski se limite à une description sociologique de la nomenklatura : il cherche à fonder le terme de classe qu'il lui applique par sa situation dans les rapports de production. Ce qui le conduit à remettre en cause le dogme selon lequel «il ne peut y avoir de classe exploiteuse là où les moyens de production n'appartiennent pas à des propriétaires privés, mais à l'Etat». «D'un point de vue marxiste, l'administration de la propriété capitaliste peut-elle être prise en charge par l'Etat ? C'est bien sûr le cas dans de nombreux pays capitalistes où il existe un secteur étatisé important, mais, précisément, du point de vue marxiste, cela ne change rien au fait que les moyens de production appartiennent à la classe capitaliste. C'est que du point de vue marxiste, l'Etat n'est pas au-dessus des classes. L'Etat est un appareil de la classe dominante. Elle peut administrer ses biens par le biais de cet appareil, cela ne change rien au caractère de classe de sa propriété.»

De même qu'il y a propriété de classe, il y a en URSS exploitation de l'homme par l'homme. «Les nomenklaturistes ne peuvent cacher que chacun reçoit personnellement sa part de la plus-value produite, car le détournement collectif est évidemment suivi de l'appropriation individuelle.» De là viennent donc tous les privilèges que s'accordent ces dirigeants. Comment la nomenklatura, propriétaire — par le biais de l'Etat — des moyens de production, parvient-elle à transférer dans ses coffres le surproduit du travail des membres de la société soviétique ? Notamment par le biais de l'impôt indirect. Baptisé «impôt sur le chiffre d'affaire», il est en définitive payé par les consommateurs — c'est-à-dire, pour l'essentiel, par les larges masses populaires. Il frappe particulièrement de nombreux produits de première nécessité : 50 % pour la farine, 55 % pour le sucre, 70 % pour les chaussures en cuir, entre 33 et 66 % pour les bicyclettes, stylos, textiles, allumettes, etc...

## La loi économique fondamentale du socialisme réel

Cependant, la totalité de la

plus-value ainsi encaissée est loin d'être utilisée pour les besoins individuels de la classe dominante. A côté d'eux, il existe «un besoin collectif de la nomenklatura en tant que classe». A la différence de ce qui se produit en système capitaliste, Voslenski estime qu'il ne s'agit pas du profit maximum. Avec précaution, il définit donc ce qui pourrait être «la loi économique fondamentale du socialisme réel», qui «oblige la nomenklatura, classe dominante, à garantir par des mesures économiques la sécurité et l'extension maximale de son propre pouvoir». Cette particularité tiendrait à l'histoire de la formation de cette classe dominante : «Elle va de la prise du pouvoir d'Etat à la prise du pouvoir dans le domaine économique. La nomenklatura incarne d'abord la direction politique de la société. Ce n'est que par voie de conséquence qu'elle exerce le pouvoir dans le domaine économique».

Renforcement permanent de l'armée, des appareils policiers, des appareils de propagande, en vue de maintenir à l'intérieur le pouvoir de la classe dirigeante, en vue de l'étendre sans cesse à de nouveaux pays à l'extérieur, telle serait la logique fondamentale de cette nouvelle classe d'exploiteurs. De là, selon Voslenski, la priorité toujours accordée à l'industrie lourde, l'incapacité manifestée par le régime à développer les secteurs destinés à la consommation, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie. De là, également, le maintien des masses dans un niveau de vie strictement minimum, si ce n'est pas inférieur. Voslenski consacre à cet aspect de la réalité soviétique plusieurs chapitres de son ouvrage. Il y dénonce l'allongement du temps de travail, le travail à la tâche. Il fait justice de mythes tel que celui du logement à bon marché, dans un pays qui réserve à la grande masse de la population un maximum de neuf mètres carrés par personne. Il y dénonce notamment le travail forcé : «Il y a travail forcé lorsque : 1) on est forcé de travailler ; 2) les conditions de travail et de salaire sont exclusivement déterminées par ceux qui exercent la contrainte ; 3) on utilise la contrainte physique pour empêcher les travailleurs de quitter leur emploi ou de renoncer au travail».

## Octobre 17

Les connaissances directes que l'auteur a de la société soviétique et de ses sphères dirigeantes, le soin qu'il met à tenter de cerner sur la base de critères marxistes l'existence de classe de la nomenklatura, font de son livre un apport précieux à la compréhension du système qu'il dénonce. Toutefois, on pourra regretter qu'il ne se soit pas suffisamment attaché, dans son raisonnement, à établir solidement la réalité de la domination d'une classe sur l'appareil d'Etat. Cela tient probablement à ce qu'il estime pouvoir le démontrer par ses origines mêmes : selon lui, la Révolution d'Octobre 1917, loin d'instaurer la dictature du prolétariat, n'au-

rait d'emblée été que la confiscation du pouvoir par une poignée d'intellectuels déclassés constituant le noyau révolutionnaire professionnel du parti bolchévique. Staline n'aurait fait ensuite que substituer à cette couche une couche nouvelle constituée de carriéristes, qui auraient enfin consolidé leur pouvoir après sa mort. Cela le conduit notamment à une critique souvent superficielle du léninisme, dont on peut trouver un exemple dans le compte-rendu qu'il fait de la nature de classe de la révolution en Russie : «Comment pouvait-on réussir à accoucher la Russie d'une révolution prolétarienne alors qu'elle était porteuse d'une révolution anti-féodale ? Donner un fondement idéologique à cette opération n'était pas simple. Lénine formula deux thèses. (...) Dans la première thèse, il s'agissait de démontrer que contrairement aux expériences du passé, la bourgeoisie serait une force contre-révolutionnaire. Pour quelle raison ? Parce qu'elle aurait eu peur du prolétariat et des développements futurs de la révolution... S'il en avait été ainsi, la bourgeoisie russe aurait fait montre d'une singulière perspicacité. Elle aurait envisagé d'elle-même une hypothèse que Lénine ne formula qu'en 1917. Cette deuxième hypothèse, encore une fois en contradiction avec l'expérience étrangère passée, était que la révolution bourgeoise ne mènerait pas au capitalisme mais directement à la révolution socialiste. L'explication de ces deux paradoxes est floue, mais catégorique : l'époque impérialiste était atteinte et, à l'époque impérialiste, c'était ainsi que les choses devaient se passer.»

Effectivement, la théorie de l'impérialisme est à la base de ces deux thèses léninistes. Encore aurait-il fallu — et c'est ce que Voslenski ne fait pas — l'analyser elle-même au lieu de la caractériser rapidement comme «floue» et de s'en tenir à relever les paradoxes formels auxquels elle pouvait aboutir.

## Livre anticommuniste ?

Signalons enfin un dernier intérêt du livre de Voslenski : son analyse de la politique mondiale de la classe dirigeante soviétique, des ses ambitions hégémoniques et du danger de guerre qu'elle fait courir au monde, ainsi que des rapports qu'entretiennent avec elle les PC qui lui sont liés.

Livre anti-communiste ? Non, répond lui-même l'auteur, qui ne se fait guère d'illusion sur la loi du profit maximum à la base des sociétés capitalistes classiques : «J'estime que c'est une bien belle idée que celle d'une société communiste sans classes qui serait une libre association de producteurs de biens matériels et spirituels délivrés de toute exploitation. Mais les nomenklaturistes (...) n'ont de commun avec elle que la terminologie des professions de foi mensongères qui viennent ponctuer l'édification assidue de leur hégémonie».

Jean LERMET

ABONNEZ-VOUS  
A  
POUR LE SOCIALISME

pour le  
socialisme

6 MOIS : 100 F  
1 AN : 200 F